

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le débat à la gauche du Parti Socialiste

Intervention de Gérard Filoche à Fouras, à l'université d'été du NPS

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 3 septembre 2005

Démocratie & Socialisme

2002, 2003, 2004, 2005, en chaque occasion le peuple français, la majorité écrasante de la gauche a dit ce qu'elle voulait : rejeter plus fermement le libéralisme, orienter plus fermement vers une société solidaire.

En 2002, le 21 avril, souvenons-nous, la gauche n'était pas battue, elle obtenait 42,96 % des voix et elle était en tête, mais au sein même de la gauche, il y avait un déplacement du centre de gravité de la gauche vers la gauche, plus de 3 millions de voix, 11 % pour l'extrême gauche ! C'est ce qui avait ramené le Parti socialiste à 16 % des voix contre 26 % pour le reste de la gauche. Le message était clair : le gouvernement Jospin n'était pas allé assez loin dans les transformations sociales attendues par la majorité du peuple.

En 2003, il y a eu 30 millions de jours de grève, 11 journées nationales de grèves enseignantes, 9 journées nationales interprofessionnelles, 4 journées avec plus de 2,2 millions de manifestants, 140 jours de bataille pour défendre nos retraites. Le gouvernement Chirac n'a pas voulu entendre. Mais pour autant la lutte n'a pas été « oubliée » comme le croyaient certains. L'effet différé, c'est qu'en 2004, les électeurs se sont massivement mobilisés contre le libéralisme.

Le 28 mars 2004, il y a eu 7 % de votants en plus, et 51 % des départements, 19 régions sur 20 pour la gauche ! Le 13 juin, 30 % pour l'Europe sociale du Parti socialiste ! Il n'y a pas eu de zapping électoral, les libéraux ont été battus de façon écrasante et constante.

Et dans la continuité, après les mouvements sociaux des 18-20 janvier, du 5 février, du 5 mars (Guéret), du 10 mars et du 16 mai (Pentecôte) le 29 mai 2005, il y a eu 55 % des voix pour le « non », un « non » de gauche, de classe, un « non » social, un non pro européen, antilibéral ! C'est même la première fois depuis 20 ans qu'on fait reculer l'extrême droite ! Le Pen n'avait pas commencé sa campagne que le « non » était donné à 54 % dans les sondages. Il a dit « -Mon « non » ne sera ni économique ni social, mais national ». Raté ! Tout le débat a été social. Le Pen a encore annoncé le plus grand meeting du « non », le 1er mai devant la statue de Jeanne d'Arc : encore raté ! Il y a eu 2000 vieilles badernes en tout et pour tout... Même le Vicomte de Villiers, à la fin, il tenait, sous la pression, des discours syndicalistes contre les délocalisations, et ce n'est sûrement pas lui qui a fait pencher la balance, en Vendée, chez lui, le « oui » était majoritaire !

Ce « non » historique a été gagné, arraché par ceux des socialistes qui ont eu le courage de mener campagne, d'aller chercher les voix une à une, pour convaincre 59 % de l'électorat socialiste !

Et 75 % de la gauche, 75 % des salariés... La majorité de ceux qui sont dans cette salle a fait campagne, vous étiez, je vous ai vu, dans les meetings pour le « non » dans toute la France...

Qu'on ne nous dise pas qu'il y avait une démocratie « interne » à respecter. Car entre la légitimité du vote du 1er décembre et la légitimité du vote du 29 mai, il n'y a pas photo, c'est la seconde qui s'est imposée, au point de s'interroger sur la sincérité du vote du 1er décembre. Rocard vient nous donner des leçons de discipline en annonçant une scission s'il est minoritaire ! Lui-même, lorsque le Parti socialiste était unanime, unanime ! au congrès de Dijon, pour s'engager solennellement pour l'abrogation de la loi Fillon, il s'était exprimé publiquement dans le dos du parti et de la gauche, pour approuver Fillon... En récompense, il a été promu tête de liste aux européennes ! Et Kouchner... Celui-là défendait la sale guerre de Bush en Irak contre l'avis de tout les socialistes, et il nous menace aussi de scission, pourquoi ? Pour défendre demain la guerre en Iran ?

Alors pas de leçon de démocratie ! Ceux qui ont aidé le peuple socialiste à se lier au reste du peuple de gauche, en votant « non », ils ont la majorité, ils ne doivent pas être sanctionnés, mais applaudis, ils ont sauvé l'honneur de notre parti.

Le « non » du 29 mai, n'est jetable, il n'est pas éphémère, il est durable. Il sera encore présent, en 2006, en 2007 dans le débat français pour les prochaines échéances. Et c'est autour des motivations du « non » qu'il faut rassembler les socialistes et la gauche. C'est l'axe de toute alternative. Bien sûr qu'il faut s'ouvrir aux partisans du « oui » qui ont réfléchi à ce qui s'est passé d'historique le 29 mai, mais pas en bradant la victoire du 29 mai : c'est au parti de tirer les leçons du 29 mai 2005 comme du 21 avril 2002.

Rénover le parti socialiste, c'est l'ancrer à gauche.

L'ancrer à gauche ce n'est pas se déplacer vers le centre, mais au contraire c'est déplacer le centre de gravité du parti à gauche. Il faut un candidat du « non ». Il faut un premier secrétaire du « non ». Il faut une alliance des forces qui ont fait gagner le « non » : Nps, Nm, Fm... Nous avons avec Henri Emmanuelli, avec Marc Dolez, mené campagne depuis deux ans en interne pour le « non », fait des textes communs et des meetings communs, il n'y a pas une feuille de papier à cigarettes qui nous sépare, sur l'Europe, sur la VI^e République, sur les questions sociales... Je suis pour une motion commune de Arnaud Montebourg à Henri Emmanuelli, et nous tous...

Ensuite, seulement, clairement affiché, préparé, lors du congrès du Mans, on se pose la question de Laurent Fabius : mais cela ne se pose pas pareil si nous avons une motion forte de gauche, si nous avons ensemble le rapport de force que si nous ne l'avons pas... Voilà pourquoi je vous propose de l'avoir ensemble !

Gérard Filoche, Fouras, le 23 août 2005

Réponse à la lettre de liaison no2

publication liée à la contribution signée par Jean-Luc Mélenchon, (Bn, entre autres) et parue dans le cahier spécial de l'Hebdo des socialistes Congrès du Mans. Elle est excellente, comme est excellente la contribution qu'elle défend, car elles posent les questions politiques avec clarté. Disons donc puisque ce texte le facilite, paragraphe par paragraphe ce qui va et ce qui ne va pas ... en italique, l'article de Jean-Luc Mélenchon

Où en sommes-nous ?

Nous décrivions dans la lettre de liaison n°1 le Congrès souhaité par la direction Hollande : la reconduction de sa ligne et de son équipe à rebours de la déroute du 29 mai prenant appui sur le profond décalage aujourd'hui à l'oeuvre et tout ce qui nous fait craindre que Est-ce que cela signifie qu'il n'y a aucune chance de changer la donne de ce Congrès ? Nous ne le pensons pas. Il reste encore une ouverture pour que le film ne se déroule pas comme l'ont prévu les stratèges de la direction Hollande.

Bien sûr qu'il y a une chance et une énorme. Pourquoi en douter ? Le vote du 29 mai, la majorité des électeurs socialistes nous ont donné cette chance, en confirmant notre opposition opiniâtre au projet de la constitution libérale européenne écrit sous la direction de Giscard d'Estaing et proposé à referendum par Jacques Chirac.

Il y a une légitimité dominante désormais : celle du vote des électeurs socialistes du 29 mai qui a contredit et mis en doute celle du 1er décembre. Imagine-t-on un parti qui puisse sérieusement, brutalement, frontalement se dresser contre ses électeurs, nier une évidence d'une pareille importance politique sans tout perdre ? Or notre parti a beaucoup de défauts, mais ses dirigeants, ses élus vont réfléchir et comprendre que s'ils veulent gagner les prochaines échéances, ce n'est pas en présentant des « candidats du oui ».

Il y a eu, nous en avons été acteurs, un raz-de-marée à gauche, parmi les salariés, contre 90 % des médias et 90 % des élus, pour voter « non ». Ce « non » n'est pas jetable, il est durable. Il est profondément inscrit et pour longtemps dans la vie politique française, il comptera dans les luttes comme dans les élections, et, bien sur, c'est un candidat du « non » qui devra incarner la gauche en 2006 ou 2007. Notre parti va forcément y réfléchir, ainsi que toute la gauche. Déjà des basculements ont eu lieu, des frémissements se produisent, et des réflexions se développent, ne serait-ce que dans les grosses fédérations qui ont voté « oui » en interne à 65 % ou 70 % des voix et qui se sont trouvées confrontées à des votes « non » en externe à 70 ou 80 %.

Cette dernière chance est que nous parvenions à une motion commune des « non ». De tous les non sans aucune exclusive. C'est donc le premier objectif de la contribution « Trait d'union ».

Il y a toutes les chances que le « non » l'emporte en interne comme en externe. D'accord avec « Trait d'union » pour dire que c'est l'objectif. Pour cela, il faut rassembler le camp du « non » et le faire progresser en lui donnant un contenu attractif, dynamique, unitaire, les garanties politiques d'une alternative antilibérale.

La motion commune est en effet la seule manière pour les « non » de proposer clairement une alternative de direction pour le PS.

La « seule » manière ? non. La motion unique de tous les « non » n'est pas la seule voie, et sûrement pas la plus efficace. On peut, on va le voir, ci-après, avec plus d'efficacité, commencer par construire ce qui ne l'a pas été jusque là, une motion commune des « non de gauche » puis constituer une alliance, de tous les « non » qui réussisse à agréger autour d'elle, pour constituer au moment du congrès du Mans, une majorité avec des « oui » ayant réfléchi.

Nous le savons depuis longtemps, au moins depuis le Congrès de Dijon : le rassemblement des gauches du PS (Nouveau Monde) ou le courant rénovateur (Nouveau Parti Socialiste) ont obtenu d'importants succès d'estime et rassemblé plus d'un militant sur trois. Mais elles n'ont pas représenté aux yeux de la majorité des militants socialistes une alternative de direction.

Nm n'était pas « le » rassemblement des gauches. Hélas. Ou tant mieux : car si « les gauches rassemblées » n'avaient obtenu que 16 % des voix, c'eût été peu. Il y avait « des gauches » dans Nps.

Pour le reste, c'est exact : faute d'unité « les gauches » n'ont pas réussi à être une alternative.

Mais pourquoi ? Il eut été possible, d'éviter l'éclatement malheureux de la Gauche socialiste, de créer un regroupement beaucoup plus large de ceux, qui, à la gauche du parti, voulaient tirer les leçons du 21 avril 2002, et le rénover en conséquence. Différents acteurs ne l'ont pas voulu. Dont le principal animateur de « Prs » qui a choisi la voie du différentialisme plutôt que de l'unité éducative et constructive. Avoir refusé l'unité hier entre Nps, Nm et Fm alors que sur le contenu programmatique, elle était facile, pour la vouloir aujourd'hui, sans contenu programmatique avec Laurent Fabius, est troublant.

C'est faute d'unité, que Nps, Nm, Fm n'ont pas représenté une alternative de direction alors qu'ils avaient obtenu le score de 37,5 % des voix, ce qui était sans précédent.

Le Congrès de Dijon a donc été un échec dont on mesure aujourd'hui les conséquences. Nous « bénéficions » désormais de cette expérience. Elle doit nous permettre d'éviter l'erreur qui consisterait à reproduire les clivages par

ailleurs dépassés du Congrès de Dijon.

Exact, le congrès de Dijon n'a rien tranché, la motion A Hollande-Dsk-Fabius n'a pas prouvé sa supériorité c'est le moins qu'on puisse dire. La ligne politique du Ps est restée mitigée, assez pour adopter à l'unanimité le projet d'abroger la loi Fillon sur les retraites, assez pour bénéficier de bons résultats les 28 mars et le 13 juin 2004 aux élections. Pas assez pour démontrer qu'elle avait compris les aspirations de la majorité de la gauche et appeler à voter « non » le 29 mai. Ni tout à fait sociale libérale, ni tout à fait en rupture : François Hollande a essayé de se placer dans la continuité de Lionel Jospin, sans tirer les leçons qui ont conduit à son échec du 21 avril.

S'unir, c'est faire le choix de la clarté. C'est dire clairement notre objectif : une nouvelle majorité.

Oui !

C'est dire que l'enjeu est tel qu'il passe avant même l'affirmation des différences politiques qui existent entre les partisans du « non », ainsi que des importantes personnalités qui le compose.

Là, ce n'est pas du tout vrai. Au moins votre formule est claire : elle dit tout. Relisons-là : « L'enjeu est tel qu'il passe avant la politique... » Priorité à la stratégie, fi du programme...

Oui, il faut une nouvelle majorité, tel doit être notre objectif. Mais on ne peut l'atteindre en passant par dessus les « différences politiques ». Ca c'est une méthode qui me marche jamais. Jamais. Ni dans l'histoire, ni dans le moment présent. C'est une méthode qui crée du trouble, des réticences, des blocages, et finalement des freins à la dynamique unitaire apparemment souhaitée. Depuis le Front populaire jusqu'à nos jours !

Parlons franchement et non par allusion des « importantes personnalités » qui composent le camp du « non ». Il s'agit (à part nous) de Laurent Fabius, bien sûr. Chacun sait que depuis sa prise de position en faveur du « non », il est celui qui semble le plus s'imposer selon le mode actuel de désignation des candidats à la direction de la V^e République. Mais pour autant les « différences politiques » sont dans les esprits de toutes et de tous : il était le ministre du gouvernement Jospin qui posait le plus de problèmes par ses penchants sociaux libéraux affichés (baisse des impôts, critique des 35 h, loi de modernisation sociale sur les licenciements rejetée comme « imbécile », etc.) et il était dans la majorité politique du Congrès de Dijon dont vous écrivez ci dessus qu'elle a été « un échec dont on mesure le 29 mai les conséquences ». Il y a des réticences de toutes parts, elles peuvent se lever, mais elles demandent une pédagogie particulière. Nous nous sommes réjouis que Laurent Fabius choisisse in fine le camp du « non » : mais même s'il est suffisamment décisif pour nous rapprocher, tout ne peut se régler par ce seul choix, hélas. Notamment en matière de programme. Pour le moins, si l'on veut attirer et construire une majorité dynamique, il faut clarifier ces différences politiques et non pas les taire, les esquiver, faire croire qu'on peut et qu'on doit les passer par-dessus bord, car de très nombreux militants auront à coeur, à juste titre, que cela devienne clair, sinon, ils traîneront des pieds, et ne voteront pas.

C'est refuser les débats aujourd'hui subalternes, que la direction Hollande ne manquerait pas de susciter entre des motions concurrentes.

Subalternes, ces débats ? Mais alors que n'a t on voulu, combattu pour faire davantage l'unité Nps, Nm, Fm hier ? Car certains y voyaient des divergences insurmontables qui leur semblaient autant de prétexte à ne même pas essayer cette unité-là ? Et les voilà qui veulent une unité plus large et qui ne s'inquiètent plus de

son contenu ? Non, il y a des débats entre Laurent Fabius, Arnaud Montebourg et Henri Emmanuelli, et il faut évidemment les faire mûrir si l'on veut une majorité alternative crédible. Ce n'est pas une question de motions « concurrentes » mais une question de ligne politique, de clarification, de réussite de l'unité...
Disons que la façon de faire les 35 h n'est pas subalterne, que la hausse des salaires n'est pas subalterne, que le retour à des retraites à 60 ans à taux plein, et la redistribution des richesses par l'impôt républicain direct et progressif ne l'est pas non plus de même que l'abrogation des mesures de la droite...

C'est poser franchement aux militants la question centrale de ce Congrès. Les militants socialistes vont-ils prendre appui sur le vote du 29 mai ou vont-ils reconduire une orientation sanctionnée par les urnes et une direction qui n'a cessé d'insulter la majorité des électeurs de gauche ?

Formulé ainsi, on peut être d'accord, c'est la question centrale, mais comment le mieux y parvenir ?

Certes le « non » est majoritairement de gauche, pro européen, social, antilibéral, mais convenons-en, au sein de cette gauche, il y a eu divers arguments, et entre Laurent Fabius et Olivier Besancenot, le centre de gravité de la gauche est encore à préciser. Disons : au dessus de NOS têtes. Nous autres socialistes, qui voulons l'unité de toute la gauche sans exclusive, avons quelques axes politiques et sociaux à élaborer, proposer, défendre : c'est aussi l'objet de notre congrès. C'est aussi la leçon du 21 avril. Et du 29 mai. On ne peut pas dire : « on désigne un homme et le reste on verra plus tard », dans la V^e République, ce n'est pas de bonne méthode. Même et surtout si on se bat pour une 6^e...

Cette motion des « non » est l'objet d'une bataille politique à laquelle « Trait d'union » veut donner toutes ses forces et toute son énergie. Car en la matière, rien n'est joué d'avance.

C'est vrai, mais nous aussi, à Alternative socialiste, et beaucoup de Nps, on veut mettre toutes nos forces et toute notre énergie pour rassembler les « non », influencer au delà et écarter l'idée qu'un candidat du « oui » pourrait raisonnablement représenter la gauche...

Il y a d'abord tous ceux qui se sont déclarés favorables à la motion commune. C'est-à-dire les contributions générales déposées par Alain Vidalies, Marie-Noëlle Lienemann et Laurent Fabius. Sur les six contributions générales issues du camp du « non », quatre souscrivent donc à cette proposition. C'est un très bon début.

Oui. On pourra donc tous faire l'alliance plus aisément, disons-le, au terme du congrès.

Il en reste donc deux : notre travail jusqu'au 17 septembre consiste à les convaincre plus spécifiquement.

Allons-y. Discutons.

La contribution déposée par Vincent Peillon et Arnaud Montebourg a fait le choix de l'autonomie absolue entre ce qu'ils appellent les « blocs », se réservant la possibilité au Congrès d'apporter son soutien à tel ou tel. Par ailleurs, elle récuse l'idée qu'il faille reconstruire l'orientation du PS sur la base du « non » et prétend plutôt « réconcilier le « oui » et le « non » ». Ce positionnement n'est sans doute pas étranger au fait que cette contribution abrite désormais un certain nombre de responsables socialistes qui ont fait ardemment campagne pour le « oui », mais qui n'ont guère été suivis par leurs électeurs (comme le député européen de Marseille Guy Bono).

(et aussi le « non » de Michel Vauzelle).

On comprend donc qu'ils soient désireux de tourner rapidement la page. En revanche de nombreux militants

Une majorité !

...du NPS ont fait campagne activement pour le « non » et vivent mal que la contribution issue de leur courant mette en cause explicitement leur engagement. En effet, le texte renouvelle la condamnation de ceux qui ont fait campagne ! Pour ces raisons, certains d'entre eux ne soutiennent déjà plus la contribution de leur propre courant.

On assiste donc à un double mouvement au sein du NPS : arrivée de nouveaux militants partisans du « oui », départ de militants favorables au « non ». Ceci implique deux choses pour nous. D'abord réussir à constituer une motion des « non » large et attractive, ouverte à tous, inclus aux militants du NPS qui partagent notre démarche. Ensuite, un travail militant « au bouton de veste » en direction des nombreux militants socialistes partisans du « non » qui se sont retrouvés dans la motion NPS au dernier congrès.

Presque bien vu.

C'est à peu près ce qui se passe, bien que ce soit visiblement pire : Vincent Peillon a écrit que lors du congrès du Mans, il faudra « une synthèse générale ou pas de synthèse du tout », ce qui gommerait 21 avril et 29 mai, poussant Laurent Fabius à accepter une telle synthèse et à laisser la place à François Hollande qui bénéficierait de l'apport de Nps partie prenante de cet accord général... Le jeu de Dsk ?

Ce n'est pas pour cela que 17 % de militants ont voté Nps en mai 2003.

Une telle « synthèse générale » serait, dans de telles conditions, la fin de tous les efforts sur plus d'une décennie pour construire une gauche du Ps capable de peser...et de gagner.

Il faut rappeler que le texte de la motion Nps du congrès de Dijon (seul texte référent jusqu'à la prochaine motion) était très proche de celui de Nouveau monde. Une feuille de papier à cigarettes les séparait. Qu'à cause de cette proximité, il y a eu campagne commune depuis 2003 jusqu'au 1er décembre 2004 contre le projet de constitution libérale européenne. Les trois courants Nps, Nm, Fm ont beaucoup échangé, communiqué, agi en commun. Ils ont même fait un grand meeting uni le 10 avril 2003 en ce sens à Paris. Puis à Fouras et à Douai. Ils ont donc des proximités, des responsabilités plus grandes. Ils sont la force marchante dans nos rangs, de la victoire du « non ». Si on parvenait à les unifier, beaucoup de problèmes politiques seraient résolus et la majorité du Mans serait plus facile à construire.

Autant de raisons, en effet pour faire du « bouton de veste » ce qui, si on comprend bien est un exercice de conviction individuel. Mais pas seulement ! Il serait judicieux d'interpeller politiquement tout ensemble, le courant en tant que tel de façon à le placer devant ses choix : pour faire une majorité au Mans, en effet, il vaudrait mieux ne pas avoir de défection dans Nps...

« L'autonomie », la position « pivot », « équidistance », n'ont pas de sens au Mans. Nps devra obligatoirement choisir. Pour quel projet ? avec qui ? La majorité des militants de Nps, on les a vus dans toutes les villes, a fait campagne en pratique pour le « non » en dépit du refus de la majorité de ses dirigeants... Comment peuvent-ils suivre un texte qui condamne ceux qui ont fait campagne ? Vincent Peillon voulait rayer le vote du 29 mai dès le soir du 29 mai... Il voulait coller des « douches froides » à tous les socialistes qui avaient fait campagne et « avaient nui », selon lui, à « son » courant...

C'est cela qu'il faut discuter publiquement, fraternellement avec toutes et tous, et pas seulement chercher à dévoyer quelques individus. Parions quelque chose : que si la majorité des militants Nps pouvait s'exprimer librement, sans arrières pensées, ni contraintes artificielles, elle participerait de l'unité dynamique des « non ». Mais les arrières pensées viennent des « flous » politiques : quid avec Fabius ? Est-ce que cela va être de la « rénovation » ? Est-ce que cela sera mieux ou pis qu'avec la majorité de Dijon ? Les militants Nps s'interrogent massivement là-dessus, sur les fameuses « différences politiques » et si on veut être efficace, rassembler, il vaut mieux leur répondre que d'espérer les appeler à passer par-dessus...

La contribution déposée par Henri Emmanuelli, Marc Dolez et Jean-Pierre Masseret résiste également à la perspective d'une motion commune des « non », mais pour des raisons différentes. Il ne s'agit pas cette fois de « réconcilier le « oui » et le « non » » mais de procéder à un tri au sein des militants du « non ». Cette motion s'adresse donc aux anciens militants de Nouveau Monde, du NPS, de Forces militantes, de la motion A... pour peu qu'ils ne soient pas fabiusiens (Jean-Pierre Masseret appartenait par exemple à la sensibilité des anciens jospinistes au sein de la majorité Hollande). Dans les faits, elle regroupe un tiers de l'ancien courant Nouveau Monde, le courant Forces militantes de Dolez, Gérard Filoche et Jean-Pierre Masseret. C'est donc une formule extrêmement étroite qui ne correspond même pas au regroupement lui-même étroit qu'elle appelle de ses vœux. Ainsi, il est significatif de savoir qu'aucune démarche n'a été faite en notre direction ni vers Alain Vidalies avant le dépôt de ce texte ni depuis. Par contre les tentatives de débauchage dans les rangs de Vidalies ont été très actives après que ce dernier ait recueilli le soutien de deux députés sur trois de l'ancienne équipe de Marc Dolez. Vu de plus près, certains signataires semblent avoir été annoncés dans une certaine... ambiguïté. On peut donc espérer que les initiateurs de cette contribution renonceront à déposer une motion le 17 septembre prochain.

Il y a des façons d'écrire pleines de charme et qui en disent long.

Nous avons lancé cette contribution à quatre : le principal responsable de Nouveau monde, le responsable de Force militante, Jean-Pierre Masseret, qui vient de la motion A, et Gérard Filoche, de Nps. (Ce dernier a aussi un nom, avec D&S, et un paquet de militants, il se bat pour l'unité Nm, Nps, Fm depuis le congrès de Dijon).

Ce n'est donc ni une « formule étroite », ni « un tri », ce n'est pas Argeles : c'est un appel délibéré, sincère, ouvert, sans préalable, sans exclusive, à l'unité de tous les antilibéraux qui sont pour le « non », un appel à une motion commune de la gauche de ce parti, de tous ceux qui ont initié, et développé la campagne victorieuse pour le « non », de tous ceux qui veulent une alternative socialiste qui tire à la fois la leçon du 21 avril 2002 et du 29 mai 2005.

Il est faux d'écrire qu'aucune démarche n'a été faite en direction de Jean-Luc Mélenchon, d'Alain Vidalies ou de Marie-Noëlle Lienemann. Cela n'a pas seulement été fait en privé, cela a été fait en public, en réunions, et par écrit. Et cela continue d'être fait : la démarche de la contribution n'est pas « fermée » (comme le fut celle d'Argelès, par exemple). La contribution, de même que l'appel du 18 juin du gymnase de la Bidassoa, demande aux camarades Jean-Luc Mélenchon, Alain Vidalies, Marie-Noëlle Lienemann, Arnaud Montebourg, Vincent Peillon, Benoit Hamon, Yvette Roudy (etc.) de constater leurs proximités politiques, leur action unie depuis deux ans en interne pour le « non », afin de construire ensemble une « motion commune ».

Le but est de rassembler le plus largement sur des bases politiques claires de façon à nouer les alliances nécessaires (avec Laurent Fabius) pour une nouvelle majorité alternative. Et quand on regarde de près dans les fédérations, il y a une vraie dynamique pour cette unité : elle rassure ceux qui ont combattu de longue date contre les sociaux-libéraux et qui ne veulent pas signer de chèque en blanc, ni mettre sous la table leurs opinions, elle est entraînante, car elle se fixe l'objectif de faire triompher les motivations du « non » au Mans, inclus à ce moment-là l'alliance avec Laurent Fabius...

Dans 16 départements, des AG unanimes Nps-Nm-Fm ont pris position pour l'unité. Dans 60 départements des groupes de militants parmi les plus actifs ont fait de même. En fait, A LA BASE, il y a une majorité pour cela ! Il faut la faire surgir, la rendre évidente...

Rencontrons-nous donc, travaillons en commun à une même motion, sur un même contenu alternatif, de gauche, social, antilibéral, tirant les leçons du 21 avril et du 29 mai...

Ils ont déjà commencé à évoluer favorablement. Lors du CN du 9 juillet, Henri Emmanuelli s'est déclaré prêt à participer à une majorité alternative en procédant à une synthèse avec les autres partisans du non « dans le Congrès » du Mans.

Merci pour le crédit. « Evolution favorable » ? C'était pourtant déjà clair dans l'appel du 18 juin (cf D&S), pourquoi n'y avoir pas répondu ?

Ce n'est donc pas « l'équidistance entre les blocs » prôné par la contribution Peillon-Montebourg. Mais force est de constater que cette formule « on se compte d'abord on fusionne ensuite dans le congrès » est politiquement inefficace.

Ah, oui ? réfléchissons y justement :

Car il sera beaucoup plus difficile de constituer une majorité dans le Congrès si celle-ci n'est pas issue du vote direct des militants.

Pas si les choses sont claires : nous annonçons que nous recherchons une telle synthèse. Nous voulons cette unité des « non » et au-delà. Nous voulons que les motivations du 29 mai l'emportent dans nos rangs. A la différence de Nps, nous ne faisons pas une « motion » pour « l'autonomie », mais une motion pour le rassemblement, pour la victoire claire du 29 mai dans nos rangs.

Jamais dans l'histoire du PS, la synthèse majoritaire au Congrès s'est faite en dehors de la motion arrivée en tête.

Il n'est pas écrit dans les statuts que la motion arrivée en tête doit forcément être celle qui gagne ou qui impose son point de vue. Elle en retire certes un avantage moral. Mais s'il y a 35 % de voix pour les motions de gauche du « non » et s'il y a 20% pour les amis de Laurent Fabius, par exemple, ces deux composantes du « non » peuvent faire une alliance au Mans.

Le fonctionnement par motions part en effet du principe que c'est aux militants de déterminer directement par leur vote l'orientation du PS, plutôt que par des arrangements qui s'opèreraient « dans le Congrès ».

Là, à la différence de l'actuelle « neutralité » (sic) de Nps, nous disons clairement aux militants, avant leur vote, ce que nous nous fixons comme objectif. Nous leur disons même que plus nous aurons de voix, plus nous avons de chances de réussir. Plus la gauche sera forte sur des bases politiques affirmées, plus le fruit de cette alliance sera garanti.

Il serait en conséquence ardu d'expliquer qu'une motion arrivée largement en tête (ici par hypothèse celle de Hollande) doit ressortir minoritaire du Congrès du Mans.

Ce ne sera pas ardu, puisque nous l'expliquons. Nous en traçons la voie avant, nous voulons cette alliance, dans les meilleurs conditions politiques. Nombreux sont ceux qui ne voteront qu'en ayant cette garantie, soyons en certains. Nombreux sont aussi ceux qui ne voteront pas sans l'avoir. Cette démarche se fait au grand jour, une construction de l'alliance des « non » et au-delà, sur un contenu politique auquel nous tenons. Sans faire table rase des « différences politiques » que nous connaissons tous, dans notre parti, sans abandonner les efforts faits depuis longtemps par les courants de gauche et de rénovation.

Quoiqu'il en soit, s'il est en tête, qu'est ce qui empêchera la motion Hollande de trouver lui aussi « dans le congrès » les mandats qui lui manqueraient pour atteindre la majorité absolue ? Il ne manquera pas de candidats prêts à les lui à les lui apporter. On le sait bien et on en connaît déjà qui ne font pas mystère d'être avant tout des partisans du « tout sauf Fabius » cette sorte de racisme politique si confortable pour n'avoir à s'expliquer de rien sur soi-même.

Cela dépend justement de notre détermination et de notre force : l'unité de la gauche des « non » regroupera le maximum de voix, elles seront décisives, elles compteront durablement pour faire triompher les motivations du « non », pour que Laurent Fabius l'emporte, comme cela est possible. Pas avec un chèque en blanc, mais avec un mandat clair.

Enfin rappelons une évidence : la motion commune est la solution efficace pour rassembler le plus grand nombre de suffrages. Car qui dit plusieurs motions issues du « non », dit obligation pour chacune de souligner et de mettre en valeur les divergences qui justifient leur concurrence. La division conduirait donc les partisans du « non » à se critiquer et s'affaiblir mutuellement. Du coup, même si les motions du « non » promettaient quand même de se retrouver au Congrès, beaucoup de militants auraient des scrupules à confier la direction du Parti à un tel attelage.

Voilà pourquoi, il est logique de lutter pour une même motion de ceux qui Nps, Nm, Fm ont lutté dès l'origine pour le « non » sur des bases politiques quasi identiques. Cela créerait une dynamique et une confiance qui a manqué jusque là dans la gauche du parti. Chacun y verrait un signe, dedans comme dehors. L'alliance voulue, visée, expliquée, avec Laurent Fabius serait éclairée de cette façon. Mieux comprise. Mieux réalisée.

Pour l'heure, nos amis de la contribution Emmanuelli-Dolez-Masseret (!) expliquent que leur démarche est le meilleur moyen de « peser sur Laurent Fabius » pour que celui-ci s'engage « plus à gauche ». Pour notre part, nous croyons à l'inverse que c'est en rédigeant ensemble dès maintenant un texte soumis au vote des militants que nous élaborerons le meilleur contrat possible entre les diverses sensibilités favorables au « non ».

Ça, c'est un argument qui a un sens. Mais, dans les conditions actuelles, il fait litière du passé : du 21 avril, du combat de la gauche du parti, des « différences politiques ». Un accord de la gauche du parti avec Laurent Fabius demande (qui en doute ?) à être discuté, lu, vérifié. La démarche d'une motion commune de la gauche puis d'une synthèse annoncée, donc construite, lors du congrès permet, à chaque stade d'obtenir le maximum de garanties. Pourquoi faire vite, et mal ce qu'on peut faire bien et sûrement devant tous ? On confrontera nos idées devant les militants, on verra leur degré de proximité, on conclura l'alliance en conséquence.

Tout autre formule conduit à l'inverse à un partage des rôles : aux uns la « gauche du parti », minoritaire par nature, aux autres la gestion plus modérée des équilibres internes. Ce type de formule n'est pas sans rappeler ce qu'a été la gauche plurielle : ce n'est bon ni pour la dynamique commune, ni pour la participation des militants réduits à enregistrer les compromis du sommet, ni pour « l'ancrage à gauche » d'une majorité qui fonctionnerait sur cette base.

On peut aussi dire cela, mais les dynamiques ne naissent pas si facilement. Quand il y a du chemin à parcourir et c'est le cas entre Laurent Fabius et nous, il vaut mieux le faire dans la clarté, non ? Cela est plus

éducatif pour tous, plus solide ensuite, plus rassurant pour ceux qui craignent d'être floués. Et quand ça marche alors c'est mieux que la gauche plurielle qui, elle, n'a jamais tenté de synthèse, ni fait de programme commun, telle était sa faiblesse que nous voulons corriger. Cela demande du travail, pas un coup de baguette magique, pas d'amnistie, pas d'oubli, pas d'abandon, pas d'oubli des « différences politiques » mais une construction...

Le dépôt d'une motion Emmanuelli-Dolez-Masseret (Filoche, merci) serait donc une très mauvaise nouvelle pour tous ceux qui aspirent à un changement de majorité au sein du PS.

A l'inverse, le fait que tel ou tel puisse quitter le terrain de la gauche du parti, pour conclure une alliance sans contenu et à marche forcée, sans garantie, serait une mauvaise nouvelle. Il faut savoir résister sur une même ligne et ne pas sauter du coq à l'âne. C'est par la constance et l'opiniâtreté qu'on construit une direction alternative pas par des « coups » et des « raccourcis », pas par des exclusives, puis des ralliements. Entre « feu sur le quartier général » et « peu importe les différences politiques avec le nouveau quartier général », il y a des choix intermédiaires. Un peu de cohérence, un peu de fond politique !

Tout doit être fait pour l'empêcher, par la discussion acharnée mais fraternelle, dans le respect des idées et des personnes.

Oui, c'est vrai, il faut tout faire pour dissuader les camarades qui s'apprêtent à le faire, de quitter le terrain de la gauche de ce parti ! La gauche n'a pas fait tout ce qu'elle a fait depuis de longues années pour rien ! Elle doit proposer une motion au vote, non pas par goût de rester minoritaire ou « simple témoin », mais pour avoir le poids, la solidité politique, les cadres qui permettent d'imposer la politique antilibérale dans une direction nouvelle. Se fondre sans condition dans une motion unique sans garantie s'apparenterait à du suicide politique.

Nous ne contestons absolument pas le droit des camarades qui se reconnaissent dans cette démarche à faire valoir l'antériorité de leur prise de position sur telle ou telle question, mais nous pensons que le problème de l'heure n'est vraiment pas celui-là. L'enjeu central de ce Congrès est bien de changer de direction pour le PS.

Cela revient à dire : « peu importe qui a eu tort ou raison dans le passé, seul compte le mouvement pas le but.... » On connaît tous cette forme d'opportunisme depuis 150 ans...

On est d'accord sur l'objectif, mais pour y arriver il faut rassembler, donner les garanties à toutes les composantes qui peuvent y participer, notre méthode d'une motion commune de la gauche, puis d'une synthèse autour des motivations du « non » du 29 mai, tout ceci se déroulant en toute clarté, entre le 17 septembre et le 18 novembre nous paraît la plus solide. Essayons de convaincre les camarades de Nps, de « Trait d'union » de cette démarche, car elle est encore possible au-delà des « universités d'été » prévues à Fouras et à Périgueux par Nps et As.

Si nous n'y parvenions pas, cela confirmerait le profond décrochage qui s'est opéré avec le peuple de gauche. Cela modifierait radicalement les conditions de la bataille politique à gauche pour une longue période.

Et si nous n'y arrivons pas ?

Nous n'envisageons pas à ce stade de ne pas réussir.... C'est comme avant le 29 mai...

Ce n'est pas bien sûr notre hypothèse de départ. Mais nous sommes obligés d'évoquer tous les scénarios possibles. L'absence de motion commune des « non » signifierait que la direction Hollande aborderait ce Congrès dans les conditions les plus favorables pour elle. Les chances d'un changement de majorité deviendraient extrêmement minces. Au mieux (et c'est déjà largement improbable), l'élection d'une nouvelle direction ne pourrait plus se réaliser que dans le cadre d'un arrangement entre motions minoritaires au sein du Congrès. Ce serait une tâche extrêmement compliquée de gérer le Parti dans de telles conditions. L'addition de minorité n'est pas une légitimité suffisante dans le contexte et on peut compter sur les médias et les importants pour le rappeler sans cesse ensuite !

Pourquoi donc ? une alliance des minorités est de toute façon nécessaire, soit dans la motion (et que sera t il dit de cette précipitation ?) soit lors d'une synthèse de congrès, mais des minorités additionnées ont déjà gagné des congrès, et ont même gouverné ! Epinay ... Pourquoi faire peur avec cette possibilité ou la minimiser ?

Il faut donc avoir la lucidité et l'honnêteté de dire que la division des tenants du « non » à l'entrée de ce Congrès déboucherait sans doute sur des résultats politiques calamiteux.

Bien sûr, une unité des partisans du non de la gauche du parti socialiste serait préférable dans tous les cas de figure, d'ailleurs on aurait pu agir dans ce sens plutôt. On aurait dû, depuis longtemps, unifier Nps, Fm et Nm, pas les sous diviser ! Ce serait toujours cela de fait aujourd'hui !

Cela ne concerne pas que la vie interne du PS ; Le profond décrochage à l'oeuvre entre le PS et le peuple de gauche s'aggraverait considérablement. Il ne sert à rien de le nier. Et il serait totalement vain de croire que « Trait d'union » pourrait tirer son épingle du jeu au sein du PS dans un tel contexte. Car nous ne voulons pas engager la force que nous avons rassemblée au service de l'union des gauches dans des jeux stériles déterminés par les équilibres internes du PS. Quel en serait l'intérêt ? Ces jeux n'ont plus aucune correspondance avec l'état de la gauche et des tendances qui l'animent.

Bien sûr, il vaut mieux pour toute la gauche, une unité des gauches du Ps capable de peser en son sein, et de l'emporter ! Ca, c'est vrai : on ne voit pas comment une des composantes (pour mémoire, la longue liste : C6R, NG, Parti pris, D&S, Nm, Nps-Peillon, Nps-Montebourg, Prs, etc.) pourrait retirer profit d'une désunion de la gauche du Ps...

La responsabilité de « Trait d'union » sera de maintenir le lien avec le peuple de gauche et l'énergie positive du 29 mai. C'est là le coeur de notre mission.

Pure auto-proclamation. Il n'y a pas que « Prs » dont l'existence est récente, bien fragile même si respectable. C'est aussi la mission de D&S depuis 13 ans.... Et de l'ex- Gauche socialiste, et de Nm, etc... On veut tous maintenir ce lien social avec le peuple de gauche, il est plus fort, plus déterminant que tout... Je l'ai expérimenté avec Marc Dolez et Jacques Généreux en 86 meetings dans 20 régions devant 35 000 personnes en 10 semaines... Il y a eu une dynamique énorme : dès les premiers meetings unitaires, le 4 décembre 2004 dans le 91 et le 7 février 2004 à Fontenay sous Bois, je l'ai expérimenté. C'est ensemble qu'on doit avancer...

Nous le ferons en travaillant à la construction d'une alternative majoritaire.

Tiens, comme par hasard : nous aussi !

Cela vaut dans le PS d'un côté et dans la gauche en général de l'autre côté.

Dans toute la gauche, oui !

Soyons clairs : si les partisans du « oui » devaient être reconduits malgré le vote du pays, il serait tout a fait vain de nous bercer d'illusions sur le fait que le Parti socialiste puisse être « réformé de l'intérieur ». La vieille espérance d'améliorer le score d'un congrès à l'autre n'aurait plus aucun sens. C'est notre identité politique qui serait en jeu.

Oh, la, la... Non, hélas, pas plus qu'après 1983 ou la guerre du golfe... il y aurait un lourd malaise à gauche, mais tant que le Ps ne sera pas remplacé, il renaîtra...

Faute de motion commune des non, il n'y aura pas de changement en vue.

Faute de bonne synthèse, au Mans, faute de changement de direction et de ré orientation politique au Mans, cela ira mal, car un candidat du « oui » à la présidentielle aura bien du mal...

Nous en tirerons les conséquences. Dans le parti nous devrions en revenir à une logique d'affirmation identitaire. Nous nous compterons pour pouvoir continuer à incarner aux yeux de la gauche le combat pour la nouvelle union des gauches sur la base du non au TCE.

Ainsi ce serait « tout ou rien » !

Quel extraordinaire pouvoir nous est donné : si nous refusons un accord avec Laurent Fabius dès le 17 septembre, PRS ne fera pas d'accord non plus !

Résumons : pour Prs cela veut dire « nous nous compterons » et nous scissionnerons.

S'il n'y a pas de motion de tous les « non », c'est foutu : Prs refusera une motion des non de gauche !

Voilà un curieux dessein... Ou « trait d'union » avec tous tout de suite ou... pas « trait d'union », avec personne ! Il n'y a pas beaucoup d'opiniâtreté ou de logique là-dessous.

Quel que soit l'issue de ce Congrès, il n'est pas d'alternative possible face au néo-libéralisme qui ne commence par réaliser l'union des gauches. Les socialistes unitaires rassemblés dans « Trait d'union ! » seront quoi qu'il arrive les militants de ce combat, dans le Congrès du PS et au-delà.

Nous aussi, à Nps, Nm, Fm, As, etc... c'est une opinion partagée, pourquoi ne pas la rassembler selon le projet de construction que nous proposons ? Après tout, nous voulons aller lentement et sûrement, ceux qui veulent aller plus vite ne feraient qu'un compromis en nous accompagnant... pourquoi, faute d'aller vite dans une direction, renonceraient-ils carrément y aller ?

Agir concrètement pour faire avancer ce combat, agir pour mettre en échec les pseudo patriotismes de courant qui ne servent qu'à faire monter les enchères des ralliements incontrôlés de fin de congrès,

Ce n'est pas une question d'enchères mais de politique : quid de vraies 35 H quid du contrôle sur les licenciements ? qui du code du travail ? quid des salaires, des impôts, de la VI^e République ? Nous avons abordé tout cela dans notre contribution, et nous voulons des sérieuses garanties sur cela, sur le fond, sur

l'alternative ! Pas pour faire « mousser les enchères » ni « rallier », mais pour de vraies, profondes, durables, raisons politiques ! cela est étonnant de ne pas mettre cela au premier plan en évidence !

agir bref, c'est faire avancer la campagne de collecte des signatures qui prouvent l'existence d'un réel courant unitaire dans le parti et dans la gauche !

On va le faire aussi !

Gérard Filoche, le 3 aout 2005